

13

informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

SOMMAIRE

LA MENACE DES GREVES

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE

S.N.C.F.- P et T.- Jeumont- Renault

LES TRAVAILLEURS à l'ETRANGER

Espagne.

PUBLICATIONS

DOCUMENTS: Mai-Juin 1962

NOTES DE LECTURE

La Révolution et la Guerre d'Espagne.

CORRESPONDANCE.

LE NUMÉRO
0.30 NF

mensuel

Numéro 8 - MAI 1962.

la menace des grèves

Dans un dernier numéro (N° 4 Janvier 63) nous avons reproduit un article d'un journal anglais (The Sunday Times) qui définissait ainsi l'attitude des syndicats:

"Dans son ensemble l'attitude des syndicats est à présent remarquablement prudente. Les leaders syndicaux ont pris la précaution de ne pas fermer la porte à la coopération (avec le pouvoir) pour la planification: ils ont été aussi très soucieux d'avoir à dévoiler leur jeu au sujet de la pause des salaires, car il en aurait résulté de grandes grèves, plus politiques que revendicatives..."

"Cette modération paraît devoir se poursuivre, quoique les leaders syndicaux doivent ménager leurs propres mandants, exactement comme les hommes politiques. Cela leur nuirait de s'éloigner trop loin des sentiments des travailleurs de la base."

Ces lignes s'appliquent à la Grande-Bretagne, mais elles collent tout aussi bien à la situation française actuelle. De plus en plus, les syndicats s'alignent sur le pouvoir, réclamant une participation au pouvoir. Peu importe qu'il s'agisse du pouvoir gaulliste, ou de toute autre mouture politique - "démocratique" ou "autoritaire".

Peu à peu, on voit apparaître nettement deux sortes de grèves:

- les grèves "de la base" analogues aux grèves sauvages anglaises ou américaines, qui révèlent des conflits avec les directions syndicales.

- les grèves "officielles" qui à la fois jouent le rôle de "coupe-feu" vis à vis de la base, permettent de "garder le contact" et servent de "masse de manoeuvre" tactique dans des opérations diverses (des élections syndicales aux grandes manoeuvres politiques).

La première grève de la SNCF s'apparente à une "grève sauvage". La grève d'un atelier du département 55 chez Renault aussi (la presse n'en parle pas). Un journal financier a pu écrire à propos de la grève de Pâques de la SNCF: "il a fallu que les syndicats décident la grève pour mettre un terme aux débrayages qui paralysaient progressivement les chemins de fer..." (La Vie Française - 27/4/63).

Toutes les journées revendicatives actuelles n'ont d'autres but que de couper tout mouvement de la base, car il y a un mécontentement, une combativité à la base.

Certains camarades, les yeux fixés sur des mouvements révolutionnaires voient dans toutes les grèves des "grèves syndicales"; d'autres, négligeant le poids des appareils syndicaux, voient partout des "perspectives révolutionnaires".

La réalité est plus complexe, et il nous faut essayer de la comprendre. Dans la situation présente, le capitalisme français doit faire des "efforts" pour sa modernisation, pour l'aide à l'Algérie, pour la "bombe et les fusées", pour réintégrer les rapatriés d'Algérie: c'est-à-dire que la part prélevée sur le travail salarié pour les investissements, la production de guerre, et les "charges sociales", va s'accroître et le pouvoir d'achat diminuer, à moins que la production n'augmente. Les "efforts" du capitalisme, ce sont les travailleurs qui les font et qui les payent.

Et les syndicats ont leur rôle traditionnel à jouer pour faire accepter cela.

On peut se demander si le report des élections -si facilement accepté par les partis après la mascarade du référendum- n'a pas eu pour raison profonde la crainte d'avoir à faire face, en cas de "succès" vraisemblable de la "gauche", à une poussée sociale analogue à celle de 36, qui aurait rendu beaucoup plus délicate la situation du capitalisme français dans la compétition internationale et qui aurait contraint les syndicats à se démasquer vis à vis du mouvement ouvrier. L'homme parmi tous ces dirigeants qui tournent autour du pouvoir n'a finalement voulu en prendre le risque.

les travailleurs en France

S.N.C.F. - une grève sauvage: Aux U.S.A., en Grande-Bretagne, la grève "légale" est celle décidée par le syndicat. Le patron doit en être averti à l'avance (préavis de grève). Si les travailleurs déclenchent seuls la grève, et que le syndicat ne donne pas son accord, la grève est illégale: on l'appelle "grève sauvage". Les travailleurs se battent sur deux fronts: le syndicat et le patron (qui en fin de compte n'en sont qu'un) (voir ICO N° 3 - décembre 61-grève à Acton aux usines Rootes).

La direction de la SNCF et le ministère des transports ne reconnaissent une grève que lorsqu'elle est ordonnée à l'échelon national (et non local comme c'était le cas) par une organisation syndicale nationale représentative (aucune Fédération n'avait donné l'ordre de grève) et avec un préavis de 5 jours. Ce sont tous les syndicats qui ont accepté cette situation dans une sorte d'accord d'entreprise propre à la SNCF. En fait, le préavis de grève sert aux directions à "organiser" les transports de remplacement.

La grève d'Avignon était une grève sauvage: son déclenchement à propos d'examen de conducteurs est bien ce type de conflit qui surgit de la base sur un fait en apparence "futile" mais qui touche aux conditions de travail et de vie.

Le mouvement fait tâche d'huile, des conflits parfois violents, opposent délégués et cheminots, délégués d'un syndicat à ceux d'un autre syndicat. Pendant deux ou trois jours, tout le monde fait silence, alors que les syndicats réagissent: les uns comme FO, pour briser directement la grève, les autres comme la CGT en la devantant pour en prendre la tête (ce qui a pu faire dire que la grève était une grève CGT). Mais quand le mouvement monte à Paris, et saute de la gare de Lyon, à un dépôt du Nord, alors les syndicats décident une grève générale de 24h pour opposer un mouvement limité, à un mouvement "anarchique, puissant et sans but" (sic-France-Observateur, 26/4/62).

Le "coup" réussit: les syndicats coiffent encore la base. Mais l'ampleur des journées revendicatives qu'ils déclenchent partout 15 jours après montre suffisamment qu'ils ont aussi compris que cette grève avait été pour eux et pour le pouvoir un avertissement sérieux.

En marge de la grève de la SNCF:

28 wagons de primeurs, destinés à l'Allemagne, en souffrance à Avignon, ont été dirigés outre-Rhin, par des cheminots FO ne participant pas à la grève (Monde, 26/4/62); il paraît que les marchés allemands risquaient d'être pris par les italiens,...

Dans les P. & T.: "Ce qu'il y a de certain actuellement, c'est que la CGT refuse nettement toute action, elle ne veut rien faire et ne suit qu'à regret les initiatives entreprises par la CFTC surtout, tandis que la CGT-FO compte les coups. C'est exactement comme dans les grandes boîtes, privées, publiques, ou semi publiques, il y a deux choses distinctes pour nous: les conditions de travail et l'augmentation des salaires.

" L'augmentation des salaires ne peut être vue que sur un plan général les gars sont naturellement sensibles, à ces augmentations de salaires, mais à leur avis ce sont les syndicats qui doivent débattre la question, et qui doivent donner les ordres d'action. Ils attendent les directions d'en haut, et en général ils les exécutent si la CGT n'est pas seule. C'est naturellement une question politique pure, et les syndicats ne jouent que lorsque c'est absolument nécessaire. Dans ce cas, la CGT mélange toutes les questions, les petites et les grandes revendications les catégories, les conditions de travail, et trouble nettement l'esprit des gars. Aujourd'hui, tous attendent une augmentation, non une augmentation générale quelconque, mais chaque catégorie (il y en a 175 à 200, je ne sais au juste) espère prendre un peu sur l'autre. Ils attendent tous une revalorisation spéciale à leur catégorie qui n'est en fait qu'une augmentation déguisée pour suivre le secteur privé; certains auront plus, d'autres moins, et sur les journaux l'augmentation des fonctionnaires est estompée.

"... C'est remarquable comme syndicats et administration s'entendent et ce sont les syndicats qui estiment que l'administration ne met pas assez de barrières entre chaque catégorie. Je ne pense pas que les revendications de salaires puissent nous intéresser dans le comportement des postiers. Il n'y a absolument rien de spontané dans ces mouvements.

"Pour les conditions de travail, la question est différente. Il y a nettement deux catégories de postiers. Ceux des petits bureaux et des recettes. Dans ces bureaux c'est surtout le paternalisme qui existe. Les agents dépendent de la bonne volonté du receveur, il y a le "bon" et le mauvais receveur, il y a la cote d'amour, il y a tout ce que l'on peut imaginer. C'est en général une exploitation sans frein mais les agents ne la conçoivent pas, ou la conçoivent mal. Ils n'ont personne derrière le dos, les "chefs" n'ont pas à les pousser, le public suffit. Généralement ces bureaux ne bougent pas pour les conditions de travail, l'agent mécontent (il y en a peu) demande son changement. Il y a également ceux de province qui ne veulent pas bouger; ils ont à côté un travail plus important, un travail d'appoint, une maison, une famille, etc... Il y a les facteurs qui ont les bons quartiers, enfin toutes sortes de choses qui font que le problème des conditions de travail ne se pose pas. L'autre catégorie au contraire se bat pour les conditions de travail, ce sont ceux des bureaux des gares, ceux des chèques postaux, ceux des centraux téléphoniques et télégraphiques. Il y a un nombre important d'agents la discipline est plus dure, plus anonyme, les "chefs" jouent la "mouche du coche" Il y a une exploitation directe exercée sur les agents. Il y a des grèves spontanées sur le plan du bureau pour des injustices, pour des affaires mineures qui font déborder le vase, il y a un rapport de forces qui varie constamment. Il m'est impossible de parler de ce qui s'est passé aux Chèques, ou dans certains centraux

téléphoniques. Les syndicats ne donnent aucune nouvelle, il n'y a aucune information les gars n'en parlent pas, les syndiqués en parlent peut-être dans leur réunion mais jamais sur le lieu de travail. Ce qui s'est passé dans les bureaux gares est très simple, mais long à expliquer.

"En principe, nous avons les deux nuits sur quatre depuis 1944, mais il y a eu depuis de nombreuses modifications à l'avantage et au désavantage des agents. Jusqu'en 1944 c'était deux nuits sur trois, mais les agents bénéficiaient des jours fériés et des dimanches en deuxième nuit. En province seuls Lyon-Gare et Marseille-Gare jouissent des deux nuits sur quatre, c'est pour cette raison que souvent des mouvements ont lieu dans certains bureaux gares de province. Pour l'Administration les 3 nuits sur 4 représentent un service cyclique, donc les dimanches et les jours fériés ne comptent pas. C'était à l'origine. Or, quelques temps après, sous l'influence de l'union sacrée il a été décidé que les agents feraient une nuit supplémentaire par mois pour participer à l'oeuvre de reconstruction de la France (cette nuit "gratuite" comme l'appelaient rageusement les agents a été supprimée en 1960 après quinze ans de reconstruction !!!) Ensuite, certains chefs ont estimé que les dimanches et jours fériés il y avait moins de travail donc les agents pouvaient ne pas venir ce jour là et rendre la nuit en semaine, lorsqu'il y aurait plus de travail ou des malades, gratuitement naturellement, et à la diligence des chefs; la question se posait: dans tout cela que devenait le "service cyclique"? Puis à un moment, je crois que c'est après les grèves d'août 1953, il a été décidé que certains agents ne venant pas les jours fériés ne les rendraient pas, cela faisait environ 3 nuits par an que l'Administration accordait aux agents et en plus deux ou trois autres étaient accordées à des titres quelconques, qu'il est compliqué d'expliquer. Or, depuis le 1^{er} Octobre 1961, un décret a été rendu et l'Administration doit nous rendre au tiers les heures effectuées le dimanche

...Les modalités ne sont pas les mêmes dans chaque bureau gare et c'est pour cette raison que les mouvements ne sont pas synchronisés. Les gars sont à fond pour un mouvement prolongé sur cette question seulement, la CGT rechigne, la CFTC a pris l'initiative d'un mouvement des bureaux gares (celui que nous avons vu et auquel la CGT a dû se joindre, CGT-FO s'est toujours prononcé contre des mouvements catégoriels et partiels, elle n'appuie que modérément elle ne le combat pas). Il est certain sans doute qu'une action effective aurait vite modifiée les modalités mais dans les bureaux gares la CGT représente plus de 50% des effectifs contrairement à ce qui se passe sur le plan national, elle arrive encore à jouer son jeu. Elle a fait sans pression, accepter dans notre bureau les conditions lamentables de récupération de ce tiers dû. C'est l'administration qui fixe les repos alors que les agents auraient voulu les prendre lorsque cela était utile. Administration et syndicat CGT (les autres ne se sont pas prononcés) ont sorti un article de l'Instruction générale pour faire plier les agents, alors que seul le rapport de forces détermine ces questions. Tout cela est assez compliqué. "

Chez Jeumont:

Après un début assez combatif de la part des fraiseurs, tourneurs, régleurs de la signalisation, etc... le mouvement a d'abord piétiné pour n'être à l'heure actuelle qu'un souvenir.

Le directeur a bien donné quelques miettes, mais toujours dans le

informations, correspondance ouvrières

A LA REGIE RENAULT:

"Ça continue et ça continue bien". Quoi? "L'action revendicative engagée depuis fin décembre". (tract CGT du 11 MAI 1962).

D'après tous les syndicats (CGT, CFTC, FO,) nous luttons (si on peut dire), pour un "programme revendicatif" qu'ils ont mis sur le papier, chacun de leur côté sans que nous ayons dit le moindre mot.

En cinq mois de grève, ce programme n'a pas avancé d'un pas: à cette cadence là, on fera encore des grèves tournantes le jour de la retraite, si le boulot ne nous a pas tué avant.

- Augmentation des salaires:

La CGT écrit en s'adressant aux cadres: "la CGT représente dans l'usine la force capable de défendre vos intérêts de salariés contre la Direction qui, de plus en plus s'efforce de remettre en cause ce que vous avez acquis dans le passé" (tract du 18/4/62 aux électeurs du 2ème collège). Ça veut dire que la CGT est pour la hiérarchie et pour la défense des privilèges des cadres. Pour la CFTC et FO c'est pareil, ils ont tous des syndicats de cadres.

Se battre avec les cadres, c'est se battre pour les cadres.

Défendre la hiérarchie, c'est trahir les travailleurs.

- Réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Parlons-en des 40 heures

40h payés 48. ça représente 25% d'augmentation: il faudrait autre chose que les grèves tournantes de 5 mois pour décrocher ça.

Que signifient les 40h pour la CGT et la CFTC?

En août 1947, les accords du Palais-Royal entre Villier pour le patronat, et Jouhaux et Frachon pour la CGT consacrent "la nécessité d'accroître la production par une augmentation du rendement. La durée du travail devra être portée au maximum". Et A. Croizat, ministre du travail, communiste et secrétaire de la CGT adresse aux Inspecteurs du Travail, le 21/10/46: "il est souhaitable que la durée du travail, soit la plus longue possible. La durée du travail hebdomadaire doit excéder au moins de huit heures la durée normale de 40 heures".

La CGT dira qu'il fallait "reconstruire la France." Reconstruire le capitalisme français pour qu'il soit ce qu'il est aujourd'hui devant nous.

Demain, elle nous dira autre chose.

- Salaire mensuel garanti? Est-ce la direction qui doit garantir notre salaire? Ou notre lutte de travailleurs? Par un nouvel accord d'entreprise? avec des préavis de grève? avec une prime qui sautera si on fait grève? Et quelle garantie? Celle des licenciés de 61?

On peut mesurer l'hypocrisie des syndicats quand ils protestent contre la lettre de Dreyfus du 10 MAI, sur les "formes illégales de la grève", sur le chantage à la prime de juin, alors qu'ils ont signé avec le même Dreyfus les accords d'entreprise qui permettent de faire ce chantage.

Quel syndicat a jamais publié et expliqué l'intégralité des accords passés avec la Direction?

Pour les syndicats CGT, CFTC, FO, cadres ou employés (tous dans le même sac) nous ne sommes que des instruments: nos luttes leur permettent de se placer dans la course politique; c'est pour cela qu'ils doivent en garder le contrôle à tout prix, c'est pour cela qu'ils se chamaillent sans arrêt: grève bouchon, grève tournante, solidarité ensemble, ou séparée, il n'y a pas un tract qui ne tape sur le voisin en défendant sa boutique, qui propose quelque chose de "mieux" en critiquant les autres.

Qu'avons-nous à faire de tout cela? Défendons-nous nous-mêmes.

Les ouvriers du 55 l'ont compris. Ils ont choisi leurs revendications une prime uniforme - et leur forme de lutte la plus efficace: la grève totale.

C'est cela qui compte. Tout le reste ce sont des mots, des palabres inutiles.

Que font d'autre les travailleurs espagnols? Quand Apostolo, CGT le 9 Mai, dans son allocution rue Yves Kermer nous les cite en exemple, c'est pour nous dire tout de suite après, que ce qu'il nous faut, à nous, ce sont "des revendications raisonnables".

Qu'est-ce que c'est des "revendications raisonnables". Celles qui ne gênent pas le patron.

Ou bien celles qui n'existent que sur le papier pour faire marcher les travailleurs dans des mouvements qui ne servent que les intérêts politiques des syndicats. 5 mois de grèves tournantes. Comme dit la CGT: "ça continue - et ça continue bien".

Cela ne tient qu'à nous que ça continue encore longtemps. Ce qu'il faut c'est dépasser tout cela sans s'occuper des directions syndicales.

même sens pour éviter de possibles départs: aux P 3, HC (en inventant de nouveaux échelons) agents techniques et dessinateurs. Et encore pas à tous. Pour le reste, pour la masse de travailleurs moins payés, 2/3 comme il est prévu par le syndicat patronal.

Et pour les récalcitrants, la menace de la Direction:

..." Nous avons décidé de réduire en ce qui vous concerne le montant de l'avance sur prime de fidélité qui sera versé au moment du départ en congé d'une somme calculée à raison de 1 NF pour chaque arrêt de travail et de 1 NF pour chaque heure perdue ".

Il y a eu des propositions pour arrêter les heures supplémentaires (au-dessus des 47 1/2) et de réduire le boni, mais elles sont restées sans grand écho. Même en certains coins de l'usine les heures ont été arrêtées un moment mais aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre patronal.

Les syndicats de leur côté se sont plutôt occupés ces temps derniers de la campagne électorale, et comme d'habitude, ont trouvé l'occasion de se disputer pour des histoires de cantine, fête des Mères, arbre de Noël, etc...

Renault:

grève dans un atelier du département 55 -100 ouvriers. Alors que dans toute l'usine la CGT poursuit ses grèves tournantes (depuis cinq mois) un atelier du département 55 (frappe des boulons) se met en grève générale et illimitée.

Les syndicats ne sont pour rien dans l'affaire. C'est pourquoi ils n'en ont pas parlé pendant plusieurs jours et ils en parlent du bout des lèvres après 15 jours de grève, en palabrant sur l'organisation de la solidarité.

Grève sur les conditions de travail: le bruit dans cet atelier est si pénible à supporter que beaucoup sont sourds, d'autres ont des troubles nerveux, d'autres en sont morts. La revendication: une prime de bruit. Le 3 avril ils ont fait une grève d'avertissement de 24h. Pas de réponse. Le 7 mai, une équipe se met en grève, l'autre suit. Occupation de l'atelier: mais manoeuvres syndicales qui amènent les ouvriers à évacuer... pour être remplacés par des petits cadres qui essaient de faire le boulot.

Depuis la grève dure. Les syndicats ont organisé chacun de leur côté des collectes de solidarité pour essayer d'exploiter le mouvement, quand ils ne peuvent plus le dissimuler après avoir essayé de le briser.

(deux tracts de "Ouvrier Ouvrière" et de "Voix Ouvrières" ont "annoncé" cette grève aux ouvriers de l'usine et forcé les syndicats à parler de la grève. Dans des ateliers, des incidents ont opposé bonzes syndicaux qui collectaient l'argent et ouvriers qui parfois ont porté les sommes réunies directement aux grévistes au lieu de passer par le siège de la CGT).

Aux Usines Dassault: (Bordeaux)

Nous avons parlé à plusieurs reprises de ce camarade qui tentait une

expérience: syndiqué CGT, il essayait d'une part de lutter contre l'emprise du PC dans le syndicat, et d'autre part, d'animer un bulletin d'entreprise autonome (Libres Opinions) avec un groupe d'ouvriers de l'usine (voir ICQ, Sept. 61).

Ce camarade a pris position publiquement lors des incidents de la SAVIEM à St Ouen. Cela a été l'occasion (et seulement l'occasion, car cette éviction de militants "pas dans la ligne" est bel et bien fait selon un plan concerté) d'une attaque en règle de la part de la direction syndicale de Bordeaux.

Ce n'est pas la peine de citer les manoeuvres bureaucratiques (calomnies, refus du droit de réponse, assemblées truquées, etc...); elles sont trop connues pour surprendre. Même si un certain nombre de syndiqués se solidarisent avec ce camarade, le but de la CGT, et du PC est l'exclusion.

C'est sans doute cela que les syndicats appellent le "renforcement des sections syndicales d'entreprise".

ESPAGNE

Espagne:

L'Espagne est si proche de nous. Pour la génération d'avant-guerre c'est tout un passé révolutionnaire qui revit. Pour tous, c'est la présence de camarades espagnols à l'usine, au bureau, dans nos groupes, de camarades marqués par ces luttes.

Ce qui s'y passe maintenant est trop profond et trop vaste pour faire un article hâtif, d'autant plus que les grèves continuent et s'amplifient. Ce qu'il nous faut, c'est réunir toutes les informations possibles pour montrer le sens de cette lutte.

Chacun déjà ici cherche à se l'accaparer, pour les besoins de sa propagande. Tracts, meetings de la CGT, du PC, des "syndicats libres". Les luttes sont belles quand elles sont à l'étranger: celles d'ici les syndicats nous en parlent déjà moins.

Notre solidarité pour les travailleurs espagnols c'est dans tout ce que nous pouvons faire pour les aider, mais c'est aussi la compréhension du sens profond de leur lutte, c'est l'affirmation ici dans nos luttes de chaque jour, de nos positions de classe

....

"Tout a commencé le 7 avril dans le puits Nicolasa à la suite du renvoi de six piqueurs qui, selon la direction, ne remplissaient pas les normes de rendement. Alors petit à petit, nous nous sommes tous arrêtés". Ainsi parlent les fils et les frères de ceux qui ont fait Octobre 34 et Juillet 36 pour raconter le début de la grande grève en Asturies.

Ensuite, plus de cent mille travailleurs en lutte. Les mineurs asturiens, les métallos au pays basque, ceux de Beasain, par solidarité ou par contagion (déjà en lutte en novembre dernier), les mineurs du reste du pays (Jaen, Cordoue, Leon, Cadix, Almaden) usines de l'automobile et du textile à Barcelone. Agitation dans toute l'Espagne.

Cette nouvelle poussée gréviste qui fait suite à celle de la fin de l'année 1961 a détruit le mythe fasciste de l'union patriotique entre les chefs de tout acabit, et la masse des exploités.

La grève interdite par la loi est redevenue l'arme employée pour imposer une modification dans les conditions de travail, et pour arracher de meilleurs salaires. Les 100 pesetas demandées par jour, en novembre, se sont transformées en 150 ou 160 pour tous. La grève a arraché des concessions économiques ici et là, mais surtout elle a payé dans l'ordre général social ou politique en rétablissant le droit de grève pratiquement. Le fait est d'autant plus remarquable que le mouvement a été l'émanation directe de la base, sans syndicats, c'est-à-dire contre les célèbres syndicats "verticaux" aux mains des bureaucrates phalangistes. N'en déplaise aux "observateurs de gauche" qui cherchent les meneurs, ou bien parmi les stalinistes, ou bien chez les curés ou autres. Comme si les ouvriers n'agissaient éternellement que sur l'initiative des meneurs politiques, ou sur l'ordre des bureaucrates syndicaux.

Par les insurrections de Berlin en 1953, le mouvement des Conseils Ouvriers en Tologne, en 1956, l'insurrection hongroise en 1956, les ouvriers ont montré que, même sous les régimes capitalistes où la grève est considérée comme un crime, ils étaient capables en des circonstances déterminées, de prendre conscience de leur condition et de se lever en masse pour se défendre contre l'Etat capitaliste et les syndicats officiels.

Nous considérons que la grève générale actuelle en Espagne est une prise de conscience spontanée de ce genre.

publications

Nous donnons ci-après une liste des publications et revues dont nous avons pu avoir connaissance, ou que nous avons reçues. Ce sont les camarades qui ont lu ces textes qui expriment leur opinion, qui n'est pas forcément celle de tous.

- L'anarcho-syndicaliste: (groupe Fernand Pelloutier - Nantes -
(Serge Mahé - 157 Chemin de Carcouët - Nantes).

Dans le N° 19, un article sur la politique du Parti communiste à l'égard

de l'Algérie de 1945 à aujourd'hui (un "oui" qui va peser lourd"). Dans le N° 20 toute une série de documents sur l'exclusion de la CGT du camarade Salamero (usines Dassault) dont nous parlons par ailleurs. Un éditorial de l'Union anarcho-syndicaliste définit en ces termes la position du P.C.

" Cette attitude des communistes n'est pas due à un caprice passager à une saute d'humeur momentanée. Ce n'est pas par hasard que le P.C. agit ainsi. Le "oui" à De Gaulle, les efforts persévérants qu'il fait pour réaliser "l'union des Bons Français" afin de rénover la démocratie, bref cette politique platement réformiste menée par le parti communiste exige qu'il frappe, qu'il essaie de faire taire tous les militants qui osent combattre cette politique de capitulation, et qui affirment publiquement que les travailleurs ont autre chose à faire qu'à sauver des républiques qui ne leur appartiennent pas. Le parti communiste se moque éperdument des intérêts réels des travailleurs. Ce qui compte, c'est de se faire passer pour le parti qui défend à la fois les ouvriers, les commerçants, les petits patrons, etc.. Ce qui compte ce sont les promesses démagogiques à toutes les couches de la population pour récolter le maximum de voix dans les élections. Ce qui compte c'est rompre l'isolement politique dans lequel il se trouve après la répression de la révolution hongroise. Et en cela, le PC se conduit comme n'importe quel parti bourgeois.... Si nous combattons pour abattre le système de l'exploitation de l'homme par l'homme, si nous luttons pour l'abolition du principe d'autorité dans les rapports entre les hommes, n'oublions jamais que sur notre route, nous nous heurtons chaque jour, non seulement aux adversaires traditionnels mais aussi à cette forme de contre-révolution que représente Moscou".

Notes critiques: Bulletin autonome de recherche et d'orientation révolutionnaires. 1ère année - N° 2- Décembre 1961/Février 1962- 150 Frs. ccp: Notes Critiques-Bordeaux 2889-64.

Sommaire: la méthode marxiste selon Lefebvre (par J.P. Siméon-suite et fin). Le néo-révisionnisme (par Yvon Bourdet, suite et fin). Revue de publications- L'action et le socialisme (par Gérard Henet)- documents: le PSU sent la poussière, situation du syndicalisme ouvrier- points de vue sur l'organisation concentrationnaire de la vie- le stade de Milwaukee; la ville de Moux.

Disons-le sans ambages, ce que nous avons le plus aimé dans ce bulletin, ce sont les deux photos "concentrationnaires" et les commentaires qui les accompagnent. Quant aux deux articles théoriques, nous ne nions pas leur intérêt pour le lecteur qui persiste à croire que le marxisme c'est la pensée de Marx, et que Marx se voulait ou était philosophe: thèses qui nous semblent douteuses. Nous proposons en revanche deux autres thèmes de discussions:

- 1° l'impossible marxisme.
- 2° le sort du socialisme et du mouvement ouvrier dépend-il d'une théorie quelconque, marxienne ou marxiste, vraie ou fausse?

Lorsqu'on aura compris que le marxisme est devenu, pour l'essentiel l'affaire de spécialistes au service de partis et de pouvoirs politiques ou d'idéologues en mal de religion, quand on se sera persuadé que le mouvement révolutionnaire n'a nul besoin d'une théorie ou d'une science de la révolution, mais simplement
(suite et fin p.19)

documents

UN ANNIVERSAIRE: MAI-JUIN 1936

Beaucoup de camarades n'ont pas compris les leçons de Juin 1936, et les mêmes confusions qu'alors continuent à avoir cours. Pourtant dès 1936 des camarades disaient déjà ce qui n'a fait que s'affirmer depuis. Les lignes qui suivent sont extraites de "L'INTERNATIONALE" (organe de l'Union Communiste N° 21 et 22- 1936) :

" La CGT unifiée à l'oeuvre - Nous pouvons déjà nous rendre compte de ce que l'unité réalisée à Toulouse apporte aux travailleurs... La CGT se prépare à transformer les syndicats en organes auxiliaires de l'Etat. Nous assisterons prochainement à cette opération... "Le calme" et la "dignité" prônés depuis de longues années, ont cette fois atteint leur plénitude. Depuis de longues années on n'avait pas assisté à un premier mai aussi calme et aussi dénué de tout esprit de combat (il s'agit du 1^{er} MAI 1936)... Pour justifier cet état amorphe, du prolétariat français, le Front Populaire a invoqué les élections. C'est pour ne pas donner lieu à des provocations fascistes que la classe ouvrière devait garder "le calme" et travailler le Premier Mai. Si cela était vrai, ce serait déjà un aveu public de ce que doit être le rôle du Front Populaire: celui d'arrêter toute lutte de classe... En fait, la classe ouvrière Française n'a pas manifesté le Premier Mai parce qu'elle a été depuis longtemps déjà déroutée et parce qu'instinctivement elle sent toute son impuissance en face de l'ennemi victorieux (23 MAI 1936).

...Le succès électoral de Mai devait créer chez les travailleurs l'espérance d'un changement rapide de leur situation matérielle... Ce furent en premier lieu les métallurgistes de chez Hotchkiss, Lavallette, Nieuport, puis les jours suivants, ceux de chez Renault, Hispano, Bramt, Salmson, etc... qui occupèrent les usines. Dans la plupart de ces entreprises, même processus du déclenchement de la grève, même arrivée immédiate du député communiste du coin, même intervention des dirigeants du Syndicat unitaire des métaux qui tout de suite sur les lieux prenaient la direction du mouvement. Tout cela révélait indiscutablement une préparation préalable dont nous avons pu vérifier la réalité dans de nombreuses maisons.

...Dès les premières grèves sur le tas, l'arbitrage est amorcé par les dirigeants qui promettent même aux patrons la reprise du travail. Les patrons ne montrent pas trop d'inquiétude de voir leurs usines occupées, la grande presse relate les faits sans hostilité, le gouvernement Sarrault ne fait pas donner les Gardes Mobiles. Mais alors que les dirigeants syndicaux prêchent le calme et s'efforcent de convaincre les patrons que le mouvement va cesser, celui-ci rebondit et s'élargit brusquement à toute la métallurgie, puis à d'autres industries. Développement rapide, spontané, qui déborde dès lors ses initiateurs et tous les dirigeants ouvriers.

...L'extension des grèves aux industries autres que la métallurgie prit rapidement un caractère alarmant pour la bourgeoisie. L'absence de répression avait donné confiance aux travailleurs les plus timorés d'une part, et d'autre part, l'occupation des entreprises permettait d'entraîner des catégories de salariés jusqu'alors peu capables d'action. C'est ainsi qu'on doit souligner la participation généralisée de presque tous les employés et techniciens au mouvement de la métallurgie

participation un peu forcée au début, puis volontaire ensuite à cause du caractère pacifique des occupations. Les ouvriers des produits chimiques, de l'alimentation des cuirs et peaux, qui n'avaient pour ainsi dire presque jamais lutté, se mirent à suivre l'exemple des métallos.

Tous ces facteurs contribuèrent à donner à la vague gréviste une puissance formidable et un dynamisme irrésistible.

Les dirigeants ouvriers sont alors débordés. Les municipalités et tous les élus du Front Populaire ont beau s'employer à prêcher le calme et la dignité, les drapeaux tricolores peuvent flotter aux côtés des drapeaux rouges, la bourgeoisie prend peur. Et c'est l'accord Matignon.

Mais l'accord Matignon ne peut briser la vague montante. Celle-ci s'arrête un peu, puis déferle à nouveau et cette fois sur tout le pays. D'autres catégories de travailleurs, les employés des magasins, des assurances notamment, sont entrés en lutte. Les staliniens se collent aux masses, pour ne pas perdre le contact, et Frachon doit presque désavouer sa signature de l'accord Matignon. Dans les usines les dirigeants du Syndicat des métaux sont contraints de faire des volte-faces continuelles, pour ne pas se faire siffler et chasser, ce qui se produit chaque fois qu'ils proposent l'arrêt des grèves, à des conditions insuffisantes.

Le dynamisme de l'action met en danger le gouvernement, et surtout l'expérience du Front Populaire. Les dirigeants staliniens vont devoir se démasquer et vont, comme leurs compères réformistes et socialistes, jouer leur rôle de chiens de garde du régime capitaliste.

L'accord Matignon n'était qu'une tentative d'étranglement de la grève. Dans beaucoup d'usines, les grévistes ne furent pas dupes, et ils comprirent que les 7 à 15% qu'on leur donnait avec le contrat collectif ne pouvaient suffire à compenser les diminutions subies depuis six années de crise. Et la vague gréviste continua.

La signature de l'accord Matignon marque le début du freinage que les appareils syndicaux vont exécuter en mettant tout en oeuvre pour réussir. Les patrons les aident en accordant des satisfactions partielles, qui permettent des rentrées, lesquelles finiront par effriter le mouvement. La bureaucratie syndicale interdit l'accès des usines aux militants qui n'appartiennent pas à l'appareil et tous les journaux jettent la suspicion sur les militants qui poussent à l'action plus efficace.

Alors dans une assemblée de communistes de la région parisienne, Thorez ordonne: " il faut savoir terminer une grève". Ses déclarations sont reproduites le lendemain par toute la presse. C'est le coup du Père François. En maugréant les communistes de base s'exécutent. A Mathurin-Moreau, les délégués d'entreprise désavouèrent leur vote de la veille, après les interventions destémoins staliniens de la CGT.

....

En définitive, après cette vague gréviste, on ne peut que constater un renforcement de l'emprise des dirigeants ouvriers, sur la masse prolétarienne, notamment sur de nouvelles couches de travailleurs. L'action ouvrière va se trouver empêtrée dans les lacets du contrat collectif qui prévoit l'arbitrage obligatoire. Les appareils syndicaux auront beau jeu pour étouffer toutes les tentatives de lutte. Non, vraiment, la révolution n'a pas commencé. "

notes de lectures

Plusieurs livres sont récemment parus sur la guerre d'Espagne; anarchistes et communistes de la génération d'avant-guerre y cherchent les enseignements pour la lutte de classe présente qui doit faire face aux impérialismes camouflés sous le masque, l'un du "monde libre" américain, l'autre du "monde socialiste" russe.

L'ampleur des grèves actuelles en Espagne souligne aussi l'intérêt du meilleur (et de loin) de ces livres:

LA REVOLUTION ET LA GUERRE d'ESPAGNE.

dont un de nos camarades présente la critique.

Mais il faudrait se garder d'assimilations hâtives: en 25 ans la situation a évolué bien qu'elle découle de toute l'histoire antérieure. Ce qu'il faut inlassablement chercher, ce sont les rapports de classe dans l'Espagne d'aujourd'hui, et comment les conflits de classe peuvent s'exprimer dans le contexte national et international.

Quand éclate la révolution, de grands remous sociaux ont secoué l'Espagne depuis plusieurs années. Il faudrait citer l'insurrection asturienne de 1934 conduite par les "Comités d'Alliance ouvrière", lesquels furent le modèle de ceux de 1936, c'est-à-dire plus Comités d'Entente que Conseils (sur cette insurrection, il existe un livre "Révolution et contre-révolution en Espagne" par Joaquim MAURIN -Ed.Richer)

En 1935-36 toute l'Espagne est le théâtre d'événements et de heurts où les différentes classes s'affrontent (grèves locales ou générales occupations de terres ou d'usines, incendies d'églises ou de locaux fascistes). La situation présente semble bien différente. C'est à nous, en réunissant des informations, en en discutant, de voir ce que signifient ces grèves et sur quoi elles peuvent déboucher.

LA REVOLUTION ET LA GUERRE d'ESPAGNE - P.Broué et E.Témime

Les Editions de Minuit.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans une récente présentation de ces "Notes de lecture" notre principal souci outre la critique de quelques livres d'actualité, est de signaler aux camarades les bouquins qui, à notre avis, peuvent être considérés comme livres de base. Celui de P.Broué et Témime en est justement un.

Tranquillisons tout de suite les copains qui pourraient voir quelque prétention dans l'opinion exprimée sur cet ouvrage. Si nous nous permettons de porter un tel jugement, c'est simplement parce que nous avons suivi, nous pourrions même dire, vécu, les événements d'Espagne, avec un maximum d'informations de contacts, de liaisons, et que d'autre part, notre position fut à l'époque toujours élaborée collectivement, nationalement et internationalement. Nous avons par la suite beaucoup discuté avec nos camarades espagnols réfugiés. Mais la guerre mondiale est venue. Depuis, nous attendions un livre comme celui-ci. Il nous

apporte une documentation riche et sobre à la fois. Tout ce qu'il faut pour tirer les enseignements de la Révolution espagnole. Car si les auteurs ont fait un bon boulot d'historiens, il n'en reste pas moins que le ou les livres consacrés aux enseignements de cette Révolution sont encore à venir. P. Broué n'a fait qu'amorcer cette tâche, mais comme nous le verrons, ses observations constituent une excellente base de départ.

Bien sûr l'ouvrage de P. Broué et E. Témime n'est pas parfait. Eux-mêmes dans leur introduction nous indiquent le principal défaut du livre dont le titre est d'ailleurs le reflet: "Révolution" et "Guerre d'Espagne". Les deux sujets sont traités presque séparément, mais cela ne nuit pas tellement à la compréhension, puisqu'il s'agit réellement de deux sujets différents bien qu'inséparables. Regrettons seulement que la partie du livre consacrée à la "Guerre" soit encombrée de récits et même de plans de batailles, ainsi que de considérations militaires, dont on se serait volontiers passé, ce qui déséquilibre encore davantage le bouquin. Toutefois, cette partie tire son intérêt du fait qu'elle permet de placer le conflit espagnol dans la situation internationale de l'époque, caractérisée par l'évolution rapide vers la deuxième guerre mondiale. Disons tout de suite pour en terminer avec le sujet "Guerre d'Espagne" que le seul problème militaire pouvant intéresser les révolutionnaires est à peine esquissé. Nous voulons parler de l'opposition fondamentale des stratégies et méthodes de lutte, opposition exprimant le caractère de classe des forces antagonistes. Cela peut évidemment paraître facile à dire, après les exemples du Viet-Minh et même du FLN, lesquels ont pu opposer victorieusement leur stratégie à celle de leur adversaire. Mais bien avant 1936, nous avons discuté de ces questions avec de nombreux camarades, émigrés de l'Europe Centrale qui cherchaient à tirer les leçons des échecs subis. Et l'enseignement qui en ressortait était que les opérations "militaires" devaient à tout prix conserver le caractère de guerre civile, de combat révolutionnaire. Sachons gré à E. Témime d'avoir souligné les épisodes de la guerre d'Espagne où l'application de ce principe permit quelques succès.

Dans la partie du bouquin consacrée à la "Guerre d'Espagne", est évidemment traitée la question du rôle de la Russie. P. Broué est également amené à en parler en ce qui concerne la "Révolution". Les explications des deux auteurs nous paraissent bien faiblardes, même lorsqu'ils parlent de raisons de politique intérieure russe (page 340). En effet l'intervention des Russes en Espagne est présentée par eux comme un contrepoids aux mesures contre-révolutionnaires, qui allaient s'accroître en Russie à l'époque, alors que l'intervention des Russes visait à l'étranglement de la Révolution en Espagne et n'était donc que la conséquence logique du processus contre-révolutionnaire constaté en Russie. A l'époque nous écrivions: "En intervenant en Espagne comme elle le fait, la bureaucratie russe défend sa peau." Environ dix ans auparavant, Staline avait livré les communistes chinois à Tchang-Kai-Shek (voir Condition Humaine de Malraux). Shangai, Espagne, Budapest. La nouvelle classe dominante de Russie se défend contre la Révolution Proletarienne. Et nous pensons que P. Broué ne nous contredira pas lorsque nous insistons sur ce caractère contre-révolutionnaire de l'intervention des Russes en Espagne, lui qui, dans les chapitres politiques du livre fait apparaître assez clairement le rôle des Russes et des communistes espagnols.

Ces considérations nous amènent à la partie la plus intéressante du bouquin, celle qui a trait à la Révolution espagnole.

Les étapes de celle-ci sont très bien marquées. Nous verrons que de ce fait P. Broué nous fournit là une contribution importante à l'étude plus générale que serait celle de la dynamique des mouvements révolutionnaires. En somme, la Ré-

volution espagnole a duré de juillet 1936 à Mai 1937. Après n'en parlons plus. Insistons sur le fait que P. Broué a su donner toute leur signification aux journées de Mai 1937 à Barcelone qui sonnèrent le glas de la Révolution. De même l'auteur a donné tout sens à la période cruciale d'octobre 1936 qui aurait déjà pu marquer la fin de la révolution s'il n'y avait eu au cours de l'hiver 1936-37 un vigoureux réveil des forces révolutionnaires à la base, et même dans les organisations où des tendances de gauche apparaissent et se développent.

Essayons de caractériser ces étapes de la révolution que P. Broué distingue avec netteté:

-de juillet à fin septembre, période révolutionnaire; tout ce qui représente le pouvoir bourgeois est détruit ou disloqué.

-tournant d'octobre: les organisations ouvrières syndicales et politiques composent avec les organismes du pouvoir bourgeois républicain, ressuscités ou réveillés. Alors commence la liquidation de toutes les prérogatives des comités de base, en ville, à la campagne, ou au front.

"la formation du Conseil de la Généralité avec le soutien de la CNT et du FOUM est en réalité l'arrêt de mort du pouvoir des Comités. Le 1^{er} Octobre, le Comité Central des milices se dissout et adhère par un manifeste, à la politique du nouveau gouvernement. Le 9, un décret pris en Conseil, avec l'approbation de Nin et des ministres de la CNT, dissout, dans toute la Catalogne "les comités locaux, quels qu'en soient le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif"... (p.185).

-hiver 1936-37: Réactions parfois très vives des comités. Formation de tendances de gauche dans les organisations politiques et syndicales, notamment chez les jeunes. Pression russe de plus en plus accentuée.

L'épreuve de force qui couvait depuis mars-avril (voir p. 256, "situation explosive") se produit au début de mai, à Barcelone. Les travailleurs maîtres de la ville pendant quelques jours, sont écrasés. La CNT et le FOUM qui n'ont pas voulu prendre la responsabilité du mouvement, paieront cher cette dérobade. A Madrid, l'épreuve de force tarde un peu, mais le 15 Mai, Caballero cède la place à Negrin. Les Russes ont gagné.

Après, c'est l'étranglement définitif et rapide de la révolution: liquidation physique et politique de tout ce qui pouvait rappeler la période juillet-octobre 1936. De tous ces événements, P. Broué en fait l'Histoire et la fait bien.

Autre grand intérêt du travail de P. Broué : l'auteur en effet nous explique ce qu'étaient en fait les organismes de base nés de l'insurrection contre Franco (plus souvent Comités d'entente entre organisations politiques et syndicales que véritables Conseils ou Soviets) et pourquoi les:

"Comités cessèrent d'être de véritables organismes révolutionnaires faute de se transformer en expression directe des masses soulevées".

Il faudrait citer en entier les pages 168 et 169.

L'auteur nous dit "qu'au fur et à mesure qu'on s'éloigne des journées révolutionnaires et de l'exercice direct du pouvoir dans la rue, par les travailleurs en armes, ... l'influence des appareils des partis et syndicats devient prépondérante".

Cela devait mener en octobre, non à un gouvernement émanant des Conseils et Comités, mais à l'appareil d'Etat reconstitué, grâce aux partis et syndicats.

Il y a dans ces quelques très bonnes pages de P. Broué, un des enseignements essentiels à tirer de la Révolution espagnole. Partis et syndicats, et notamment leurs appareils, précise l'auteur, ont en quelque sorte contrôlé très vite ces Comités de base spontanément créés par les travailleurs. Ils en ont très vite faussé la vie et le dynamisme créateur. En les coiffant par des ententes d'appareils opérant à tous les échelons, ils ont annihilé tout ce qu'il y avait de vivifiant dans les Comités de base. Que pourrions-nous en conclure? Qu'il y ait des partis petits et grands, des syndicats, des tendances de groupuscules, de grands journaux "ouvriers", des feuilles de choux et des bulletins semi-confidentiels, c'est la réalité d'avant tout grand mouvement et cela reste la réalité pendant. Mais pour que le mouvement garde son dynamisme et que l'effort créateur et révolutionnaire des travailleurs puisse s'exercer à plein, il est nécessaire que ceux-ci restent souverains. Pas seulement au sein des Comités de base, mais à tous les échelons de l'organisation de la nouvelle société, échelons qui s'organisent au cours de la lutte révolutionnaire. S'il faut avoir recours aux "appareils", c'est foutu d'avance. Tout est à créer.

Revenons au travail d'histoire de P. Broué.

Ce travail donne aux lecteurs tous les éléments pour étudier le comportement des organisations ouvrières, syndicales et politiques. Nous avons parlé du rôle contre-révolutionnaire des communistes. Il faudrait aussi analyser les raisons de la faillite des anarchistes de la FAI et des syndicalistes de la CNT, devant les problèmes du pouvoir ouvrier. Nous nous souvenons que fin août 36, Federica Montseny, au cours d'un entretien, nous parla d'"anarchisme d'Etat". Nous en eûmes le souffle coupé. Cet "anarchisme d'Etat" devait par la suite mener très loin les Montseny et Garcia Oliver. Il faudrait enfin parler du FOUM, de son opportunisme, de ses velléités, de sa liquidation au lendemain des journées de mai. L'histoire du FOUM est toute entière résumée par l'histoire tragique d'Andrés Nin: du Ministère de la Justice à l'exécution par le Guépéou. Les erreurs se payent cher.

Comme l'a fait P. Broué, nous n'oublions pas, et pour cause, les tendances de gauche qui se développèrent tant au sein des organisations anarchistes qu'à l'intérieur du FOUM. Nous fûmes à l'époque en contact avec de nombreux camarades appartenant à ces mouvements. Nous avions même espéré qu'ils parviendraient à conjuguer leurs efforts avant le printemps de 1937. Ils n'en eurent pas le temps. Mais Jeunesses et gauche du FOUM, Jeunesses Libertaires et Amis de Durruti, tous ont pris leurs responsabilités pendant les journées de Mai, alors que les appareils flanchaient. C'est ce qui reste de ce qu'ils ont écrit qui, à notre avis, peut surtout servir de base au bouquin qui reste à écrire sur les enseignements de la révolution espagnole.

Nous concluons par une suggestion: pourquoi P. Broué ne s'attèlerait-il pas à ce travail?

Discussions

REUNION INTER-ENTREPRISE: (14 camarades de Paris)

Les luttes actuelles: des camarades de Renault, P et T, Jeumont, Assurances, Livre, donnent des informations sur les luttes en cours, et sur l'atmosphère dans les entreprises (voir informations sous la rubrique "Les travailleurs en France). - Discussion sur les heures supplémentaires, sur le retour aux 40 heures, l'attitude du P.C. et de la C.G.T. à ce sujet en 45-47, les craintes exprimées par certains travailleurs sur cette revendication avancée par les syndicats (crainte d'une diminution des salaires). Des documents sur ce sujet seront publiés dans le prochain bulletin.

Rapports avec les syndicats: Echange d'informations sur la position de camarades de "groupes d'avant-garde". L'un de ces camarades (Pouvoir Ouvrier Renault) est entré à Force Ouvrière, et a été élu délégué; un autre camarade de Bordeaux (Dassault) (nous avons parlé à plusieurs reprises de l'expérience originale qu'il poursuivait avec un bulletin d'entreprise -Libres opinions-), est pratiquement exclu de la C.G.T.

Une confrontation devrait avoir lieu entre les camarades qui pensent qu'une action est possible dans le syndicat et qu'il peut être réformé (pour des raisons diverses et parfois opposées) et ceux qui, comme nous, considèrent que les syndicats -et ses représentants- ont une fonction dans la société capitaliste qui rend illusoire et vaine (et parfois dangereuse) toute tentative de réforme. Un camarade a essayé d'engager un dialogue sur ce terrain avec les camarades de la "Révolution Proletarienne" à l'occasion de l'article "Travailleurs, syndicats et militants" paru dans "NOIR & ROUGE" (N° 19- Novembre 1961) mais s'est heurté à un refus.

Cette question reste essentielle, car beaucoup de camarades, notamment jeunes, se posent le problème d'une "action" (voir dans la correspondance).

Les grèves d'Espagne: Echange de vue sur la situation en Espagne. Un camarade espagnol accepte de préparer un texte pour le prochain bulletin.

En pleine folie

"Nous ne sommes pas pour autant opposés à ce qu'il est convenu d'appeler la promotion sociale et il est évident qu'il y a d'autres critères et aussi valables que les concours ou examens. Mais certains systèmes, singulièrement les intégrations, qui peuvent être acceptés lorsqu'ils constituent l'exception, ne peuvent pas, ne doivent pas devenir des modes de promotion permanents et systématiques. Car on assiste alors, et nous le voyons chaque jour, à la négation de l'effort, à une sorte de dérobade généralisée, où les meilleurs même s'enlisent en se disant et en disant avec quelque raison, qu'il n'est pas tellement utile de reprendre le labeur solitaire et obstiné, les livres, l'ennui des études arides, puisqu'en fin de compte, en se laissant porter, on arrivera au même ou à un meilleur résultat bien souvent plus vite et dans des conditions incomparable...."
(extrait d'un compte rendu de délégation de contrôleurs des P et T)

correspondance

D'un camarade séjournant actuellement à New-York:

..." Lors de l'interdiction de la presse espagnole en France, il y a eu un piquet devant l'ambassade de ce pays. Une camarade (qui s'est tapé deux mois de taule pour être allée dans le sud avec le fameux autocar de l'intégration Noirs-Blancs) s'est battue avec les flics à la bagarre qui a eu lieu lors d'une grève d'un hôpital de New-York. Enfin les copains font ce qu'ils peuvent, et dans un tel pays c'est beaucoup plus difficile qu'en Europe.

"... Les Noirs qui s'occupent de quelque chose sont en général ce qu'on appelle ici les "Musulmans" et sont un groupement raciste qui revendique la création d'un Etat Nègre américain. Ils sont très violents. Les communistes noirs sont dans ce parti aux fins de noyautage.

"En ce qui concerne les Porto-Ricains, sous-prolétariat qui vit son Algérie à New-York, il y a peu à faire présentement. Ils sont généralement manoeuvrés et gagnent 40 dollars par semaine (20.000 Frs) alors que le minimum officiel est 60. Mais avec 40 dollars ils se croient riches tant ils sont misérables à Porto-Rico et sont satisfaits; ils s'achètent bagnole et télévision et continuent de crever de faim par habitude. Ils sont imperméables à toute idée de révolte et ne se considèrent pas exploités. Ils se désintéressent même du Parti nationaliste de Porto-Rico. On compte qu'il faudra une génération nouvelle de Porto-Ricains de New-York avant que les jeunes soient capables d'une prise de conscience.

"... En ce qui concerne l'Algérie, j'ai ici toute la documentation possible et imaginable, en français et en anglais. Ils ont ici un bureau (sans luxe ce qui m'a soulagé) sans fonctionnaires (ils sont 3 plus des dactylos) et fonctionnent comme une ambassade et un service de presse. emploient des méthodes de rationalisation du travail et semblent efficaces dans leur domaine. Ils entretiennent d'excellents rapports avec les français de New-York (ce n'est pas comme moi...) qui sont d'affreux bourgeois, sans idées sur la chose (curieux!). Les Algériens m'ont reçu très fraternellement et m'ont dit que j'étais libre de venir à leurs bureaux pour y lire tout ce que je voudrais la presse française qu'ils reçoivent par avion.

"... C'est actuellement la "semaine pour la paix mondiale" et les gens du Village (les Bohémiens) (il s'agit de Greenwich Village, genre de St Germain des Prés) ont lancé le mot d'ordre "grève générale pour la paix", ce qui est assez marrant si l'on songe que 90% d'entre eux ne travaillent pas. Ils font des piquets devant l'ONU et hier ils étaient presque 150 (c'est énorme ici). il y eut une prise de parole, puis dislocation polie à la demande de la police (j'ai fait celui qui ne voulait pas circuler, pour voir; ça devait être la première fois que l'on résistait au corps qui devenait aigre. Après l'avoir fait marroner un moment, je lui ai dit que je n'étais pas dans le coup et ne comprenais pas qu'il emmerde un honnête passant traversant la rue; il s'est excusé, le c...). Les manifestants étaient pour la plupart de gracieux barbus, sales et en velours, l'oeil vif de chrétiens en B.A., pourvus de petites compagnes, genre femmes qui sacrifient sa vie à admirer son génie de compégon. C'est à peu près tout ce que je peux vous dire sur "l'activité" militante de ce pays. "

- d'un camarade de l'imprimerie:

....Je ne crois pas à un coup d'état fasciste, pas plus à une prise de pouvoir en France par les gens de l'CGT. Pourtant il me semble utile et urgent de militer dans une organisation ayant conscience qu'il faut avant toute chose sauvegarder le reste (s'il en reste) de libertés démocratiques. Il faut que le régime personnel (regonflé par le oui absurde, mais prévisible des "coco") prenne fin. Car c'est lui qui a rendu possible la montée fasciste. Il faut faire de toute urgence quelque chose de constructif dans le sens de sauvegarder et de promouvoir la véritable démocratie des Travailleurs. Il faut pour que renaisse un idéal dans la classe ouvrière faire prendre conscience aux masses et non pas les diriger comme l'ont fait jusqu'à présent les syndicats. Pour cela, il n'y a qu'un seul moyen: sortir du syndicat, s'il y a lieu, et lutter avec et à côté de la masse.

Dans les comités antifascistes ouvriers, il existe des hommes qui demandent à prendre conscience, et qui demandent à être éduqués dans les sens démocratique, mais qui ne sont pas tous de bons moutons dociles et bêlants quand ils le font. Malheureusement ce n'est pas le délégué CGT qui est capable de voir clair lui qui a crié "De Gaulle au poteau" et qui a répondu selon les ordres de ses supérieurs un gros oui massif au même Charlot. Ces délégués sont justes bon à transmettre ordres et consignes du parti "Restons vigilants".

Avec 50 travailleurs ouvriers et 50 travailleurs intellectuels environ, de l'Imprimerie Cino Del Duca, j'ai décidé, avec l'approbation de tous, d'adhérer au Front d'Action et de Coordination des universitaires et Intellectuels pour un rassemblement antifasciste (La FAC).

Ceci, car nous sommes persuadés qu'il ne peut y avoir de lutte de salaires, de revendications ouvrières dans un climat tel que celui dans lequel nous sommes de plus en plus; la muselière nous est mise, et les syndicats acceptent. A quand la suppression pure et simple du droit de grève? Après Decazeville, les forges d'Hennehaut, etc... Cela est la politique gouvernementale, on reparle du fameux "intéressement des travailleurs à l'entreprise", et les syndicats au Comité d'Entreprise répondront encore un gros "oui". Conscients de cela, nous avons décidé de ne plus rester spectateurs et de nous attaquer aux responsables de cet état de choses.

A LA FAC nous avons trouvé et rencontré bien nombre de travailleurs et une puissante organisation structurée sur le plan national, nous sommes en relation constante avec les autres boîtes et nous connaissons les responsables de celles-ci.

Notre premier but, est de nous opposer à l'indifférence des masses, et de dénoncer publiquement les organismes aidant la montée fasciste en France."

.....

La lettre de ce camarade pose en termes concrets le problème de l'action qui se pose à beaucoup de jeunes camarades. La lutte contre la guerre d'Algérie, la lutte anti-fasciste, a fourni et fournit l'occasion d'un engagement qu'il n'est guère possible de trouver sur le plan des entreprises, là où les conditions présentes du capitalisme (phase d'essor et plein emploi) et l'intégration des syndicats, donnent un caractère nouveau et souvent ingrat, à tous ceux qui essaient d'affirmer des positions de classe.

Ces sont ces positions de lutte de classe qu'il faut continuer à affirmer envers et contre tous, car ce sont elles seules qui différencient des diri-

geants de toutes sortes et qui permettent de voir où passent les nouvelles mystifications que l'on tente de donner en pâture aux travailleurs sous le couvert des cadres traditionnels: démocratie contre dictature, gauche contre droite, socialisme contre capitalisme, progressisme contre réaction.

Dans les comités antifascistes qui s'adressent aux "masses" (qu'est-ce que les masses?) on peut se retrouver avec son directeur, avec son patron même. Et sous le couvert de cette union "sacrée", où il faut oublier sa propre lutte, les uns et les autres poursuivent leur lutte de classe: l'élimination de ceux qui veulent maintenir un sens révolutionnaire: l'exemple des camarades de Voix Ouvrières est bien clair à cet égard.

Quant aux luttes qu'il est possible de mener même sous une dictature malgré des syndicats dominant totalement la vie des travailleurs, les camarades espagnols nous montrent ce qu'il en est. En France, nous n'en sommes pas là, non pas parce qu'il existe de puissantes organisations face à la menace fasciste, mais parce que, quoiqu'on en dise, il existe dans la situation présente, un rapport de force en faveur des travailleurs. La grève de la CNCF (celle de l'âques) inquiète certainement beaucoup plus le pouvoir, et les syndicats, que tous les mouvements anti-fascistes réunis: et pourtant le trait essentiel de cette grève est de ne pas avoir été "organisée."

.....

-lettre d'un camarade Postier :

..." j'ai bien reçu ICO. La réponse au camarade du P.S.U. est bonne mais je pense que tu aurais dû insister sur le fait que 1936 est une victoire essentiellement syndicale, c'est-à-dire que les syndicats ont obtenu pour la première fois une reconnaissance officielle et que c'est la seule chose qui est restée, avec rien pour la classe ouvrière. Il aurait fallu également insister sur le fait que le Front Populaire n'était qu'une coalition reflétant une coalition impérialiste plus grande, et avait tous les caractères du fascisme. Il faut également insister sur le fait que les communistes ont besoin d'une cristallisation de l'extrême droite et qu'ils voient l'OAS d'un bon oeil; il ne faut pas perdre de vue qu'ils n'ont pas été étrangers au début, aux succès du poujadisme. "

=====

SOLIDARITE concrète aux Algériens des grandes villes

Parmi les appels à la solidarité, nous donnons celui du Front d'Action et de coordination antifasciste: versements en espèces Ccp 3517-96 Melle Teyssier
correspondance: Spiro - 167 Bd St Germain, Paris

d'hommes révolutionnaires, on aura découvert le seul problème "théorique" de notre temps: comment agir pour prévenir une nouvelle défaite du mouvement ouvrier, autrement dit pour empêcher les maîtres de la politique mondiale de conduire, avec la complicité des prolétaires, l'humanité à sa perte, peut-être irrémédiable? Qu'avons-nous à faire des Henri Lefebvre, des Politzer, des Lukacs et consorts, qui par conviction et "méthode" marxistes, ont embrassé la cause de Staline? Et à tous ceux dont le "marxisme" ne les empêche pas de considérer l'URSS comme le pays du socialisme?

On ne devrait pas avoir peur de se demander- tout en reconnaissant que le marxisme n'a rien à y voir- si le mouvement révolutionnaire a absolument besoin de Karl Marx, ou d'un nouveau Marx pour exister. Les quelques pages de Gérard Hanet, Action et Socialisme, quoi qu'on pense de telle ou telle remarque, suggèrent le contraire.

Pour la démocratie ouvrière: Brochure de "La Vérité" (groupe Trotskyiste) et Lutte de Classe (Voix Ouvrières)- S.F.E.L. 5 Rue de Charonne, Paris II^e.

Sur les incidents de la SAVIE et tout ce qui a suivi, aussi bien chez Lavalette que chez Renault.

La Volonté Populaire: B.P. 6 Plessis-Tréville- S.&O. N° 30-

Pacifiste- service de librairie bien organisé qui a rendu de précieux services dans la diffusion des livres et brochures touchant la guerre d'Algérie.

L'Homme Libre: Cercle d'études psychologiques- N° 9- 24 Rue de la Résistance- St Etienne.

Pouvoir Ouvrier: N° 39-Avril 62- Sommaire: Se mobiliser, oui, mais pourquoi?- L'Algérie qui naît- La République et les ouvriers- L'armée vous offre un métier.- L'ère des communications - Lettre d'un camarade belge.

Des tracts: - des camarades de Bordeaux (Pouvoir Ouvrier) "Le fascisme est déjà passé" - du groupe Spartacus: tract annonçant la constitution de ce groupe qui amorce un manifeste " Le prolétariat face aux deux blocs impérialistes"; sur les grèves de Decazeville (Mars 1962).

En anglais: "Solidarity for workers power" (E.Morce- 183 Beech Lane, Lower Earley Reading -G.B.) dont nous traduirons des articles sur les luttes en Grande Bretagne.

World Labour News et Direct Action (Bill Christopher -34 Cumberland Rd El 17-London) auxquels nous emprunterons des informations sur le "mouvement de la base" (Rank and File Movement) qui regroupe syndicalistes et membres des groupes Syndicalist Workers Federation, Common Wealth, Independent Labour Party, Solidarity Group, Anarchist Group, pour des liaisons et une solidarité ouvrières indépendantes des syndicats.

Les Temps Noirs: Jean Figero - Nouvelles éditions Debresse-Paris
Textes sur la menace atomique.